

"Nous voulons montrer que le changement est possible" : Interview

Autor(en): **Steinmann, Walter / Schwander, Philipp**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Energieia : Newsletter de l'Office fédéral de l'énergie**

Band (Jahr): - **(2013)**

Heft 1

PDF erstellt am: **11.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-641521>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Interview

«Nous voulons montrer que le changement est possible»

Walter Steinmann, directeur de l'Office fédéral de l'énergie (OFEN), dresse le bilan de l'année écoulée. Il explique également pourquoi 2013 sera à nouveau une année importante en matière de politique énergétique.

Monsieur Steinmann, nous nous trouvons dans une chambre froide du centre de distribution Migros de Neuendorf, à près de trente degrés sous zéro. A l'époque directeur de l'office soleurois de l'économie et du travail, vous aviez lutté pour le développement de ce centre. Qu'est-ce qui vous y attache aujourd'hui?

Je constate avec plaisir que le centre Migros, le plus gros employeur de la région, occupe aujourd'hui plus de 1200 personnes et paie lui-même un coquet montant à l'impôt. Mais ce centre de congélation automatique, le plus important de Suisse, m'intéresse à un autre titre encore: une récente étude révèle que les techniques du froid représentent environ 14% de la consommation totale d'électricité du pays. Or des mesures simples permettraient d'économiser 20% d'énergie. De plus, les toitures du centre accueilleront dans les mois qui viennent un équipement photovoltaïque qui sera le plus grand du pays. Enfin l'OFEN soutient ici un projet pilote pour démontrer la capacité des bâtiments, et en particulier des gros centres de congélation tels que celui-ci, à servir de réservoirs d'énergie. (voir p. 6, ndlr)

Jetons un regard sur l'année passée. C'est celle de la nouvelle stratégie énergétique.

Oui, mais ce n'est pas que cela. Au coeur de nos efforts, il y a les nombreux dossiers que nous avons préparés pour les consultations et pour les décisions du Conseil fédéral. Nous avons traité en 2012 un très large éventail de thèmes. Toutes nos équipes, à l'OFEN, ont dû se démener pour livrer à temps les résultats nécessaires. Je tiens à remercier sincèrement ici nos collaboratrices et collaborateurs pour le travail fourni. Le personnel a témoigné d'un engagement sans faille et de beaucoup de savoir-faire.

Quels ont été les principaux thèmes de l'année?

Le grand oeuvre a certainement été la stratégie énergétique 2050. Nous avons accompli les travaux fondamentaux et élaboré le dossier afin que le Conseil fédéral puisse envoyer le projet en consultation. Parallèlement, nous avons été en mesure de formuler le concept détaillé de la stratégie des réseaux, soumis en ce moment à la consultation des offices.

Puis nous sommes parvenus à préparer, avec le Département fédéral de l'intérieur, un projet destiné au Parlement, qui se traduira par d'importants moyens supplémentaires réservés à la recherche énergétique et au transfert de connaissances.

Avez-vous aussi connu des échecs en 2012?

Il y a eu des retards. Ce sont surtout les négociations avec l'UE qui n'ont pas progressé tout-à-fait comme nous l'entendions. Il faut dire que nous avons été freinés notamment par la controverse sur les questions institutionnelles. Etant donné l'ampleur des travaux requis par les trois plus gros dossiers, nous avons dû en remettre d'autres à plus tard.

Vous faites allusion à la révision de la loi sur l'approvisionnement en électricité...

En effet, ce dossier n'a pas pu bénéficier de toutes les capacités voulues. Nous n'avons pas non plus accompli les progrès espérés dans l'analyse exacte de l'évolution du marché du gaz.

Autrement dit, vous n'allez pas vous reposer au cours de l'année à venir?

Non, sûrement pas. Les réactions suscitées par la stratégie énergétique sont parfois contradictoires et nous allons remettre l'ouvrage sur le métier dès la fin de ce mois. Il s'agit de ficeler pour l'été un paquet susceptible d'obtenir une majorité au Parlement. Tel est à mon sens le principal défi à affronter au cours du premier semestre.

Les premières réactions, dites-vous, sont contradictoires; croyez-vous qu'un compromis sera trouvé?

La politique énergétique de la Suisse est fortement controversée depuis des décennies, avec des thèses parfois très éloignées les unes des autres. Ainsi le compromis est exclu au stade actuel du débat. C'est au Parlement qu'il incombe d'en trouver. Il devra étudier le projet article par article. Je suis convaincu qu'une majorité du Parlement et de la population suisse est prête à rechercher le consensus. Il est également important que nous sachions persuader le plus grand nombre que le changement est possible.

Il y a quelques jours, le réseau suisse de transport d'électricité a été transféré à swissgrid. Quels sont à votre avis les avantages de cette mutation?

La simplification du rapport de propriété aidera, nous l'espérons, à accélérer les procédures en vue de l'extension et du renouvellement du réseau. Le succès de la réorientation reposera en grande partie sur notre habileté à pousser l'intégration au réseau européen et l'adoption de réseaux intelligents.

Stratégie énergétique, loi sur l'approvisionnement en électricité, analyse du marché du gaz... voyez-vous d'autres préoccupations majeures en 2013?

Je tiens à mettre aussi la pression sur notre participation au plan sectoriel Dépôts en couches géologiques profondes. Nous voulons faire avancer ce dossier, conjointement avec la population et avec les régions. Les deux grandes préoccupations actuelles sont celle du site en surface et l'étude des retombées socio-économiques et écologiques. Heureusement, nous avons terminé en 2012 les travaux relatifs à IDA Nomex. Ainsi nous pouvons désormais optimiser, avec les autres offices et avec les cantons, toute l'organisation dans l'hypothèse d'une situation d'urgence. Et puis nous consacrerons aussi du temps cette année aux efforts de communication.

Vous attribuez beaucoup d'importance à la communication?

Absolument. L'an dernier, j'ai fait 72 conférences. En 2013, nous voulons engager toute une équipe de l'OFEN dans un débat intéressant les groupes de population les plus divers, afin de consolider la politique énergétique par le dialogue. Nous tenons à ce que la nouvelle stratégie, ses visées et la démarche adoptée soient comprises et assumées par le grand nombre. Il faut que les gens sachent que nous calculons sérieusement et que les mesures proposées sont importantes et réalisables.

Et dans les négociations avec l'Europe, quels sont vos objectifs pour l'année à venir? La Suisse va-t-elle rester à l'écart?

L'ouverture du marché de l'électricité est une

chance pour les entreprises les plus grosses consommatrices, qui peuvent désormais acheter du courant dans toute l'Europe aux meilleures conditions. Il importe d'amener les négociations à leur terme et d'en tirer les conséquences institutionnelles. Nous souhaitons avoir accès aux meilleures bourses européennes de l'électricité. Cela nous obligera à définir plus clairement notre rapport à l'Europe. J'espère que nous parviendrons à des solutions pragmatiques dans chaque dossier concernant l'énergie. Si les questions matérielles trouvent des réponses convaincantes, les questions institutionnelles ne vont pas nous arrêter longtemps.

Qu'il s'agisse de l'Europe ou des autres questions en suspens, les choses se font lentement. N'est-ce pas frustrant?

Dans le large éventail des tâches de l'OFEN, il en est beaucoup qui avancent de façon réjouissante. C'est encourageant. Ailleurs, nous cherchons assidûment des solutions. En voici un exemple. Grâce à une initiative parlementaire, deux points importants de la stratégie énergétique vont faire l'objet d'une décision du Parlement et entreront en vigueur très probablement dès 2014: le relèvement de la RPC permettra alors de mieux soutenir les énergies renouvelables; parallèlement, les gros consommateurs prenant des mesures d'économies d'électricité seront substantiellement déchargés.

En Chine, 2013 sera l'année du serpent d'eau. On dit qu'il est sage de se méfier de son intuition et de s'appuyer plutôt sur l'analyse et le raisonnement pour résoudre les conflits.

A priori, l'intuition est nécessaire également en politique. Mais il nous faut aussi des arguments convaincants, s'appuyant sur de solides études. Au cours des deux années écoulées, nous avons lancé nombre de recherches, dont les résultats sont maintenant connus. Je crois qu'ainsi, dotés d'intuition et d'une raison sagement critique, nous sommes parés pour affronter la nouvelle année. Interview: Philipp Schwander